

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Migrations (UE) > **Le Panama révoque le pavillon de l'Aquarius sous la pression du gouvernement (...)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Panama révoque le pavillon de l'Aquarius sous la pression du gouvernement italien

mercredi 26 septembre 2018, par [MSE](#), [SOS Méditerranée](#) (Date de rédaction antérieure : 24 septembre 2018).

Les autorités maritimes du Panama ont annoncé à SOS Méditerranée et Médecins Sans Frontières (MSF) avoir été forcées de révoquer l'enregistrement du navire de secours en mer Aquarius.

Cette révocation résulte de la pression économique et politique flagrante exercée par le gouvernement italien et condamne des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants en fuite à rejoindre le cimetière marin qu'est devenu la Méditerranée. Elle porte un coup violent à la mission humanitaire vitale de l'Aquarius, le seul navire de recherche et de sauvetage non gouvernemental encore présent en Méditerranée centrale. Nos deux organisations demandent aux gouvernements européens d'autoriser l'Aquarius à poursuivre sa mission en intercédant auprès des autorités panaméennes et en réaffirmant que les menaces de rétorsion formulées à leur égard par les autorités italiennes sont infondées, ou en lui délivrant immédiatement un nouveau pavillon sous lequel naviguer.

Le samedi 22 septembre, l'équipe de l'Aquarius a été choquée d'apprendre qu'une communication officielle émanant des autorités panaméennes indiquait que le gouvernement italien les avait exhortées à prendre des « mesures immédiates » contre l'Aquarius. Le message des autorités maritimes du Panama expliquait alors que « malheureusement, il faut qu'il [l'Aquarius] soit exclu de notre registre, car maintenir ce pavillon impliquerait de sérieuses difficultés politiques pour le gouvernement panaméen et pour la flotte panaméenne qui travaille dans les ports européens ». Cela intervient en dépit du fait que l'Aquarius répond à toutes les normes maritimes en vigueur et qu'il respecte scrupuleusement les spécifications techniques exigées par les autorités du Panama.

Les deux organisations humanitaires dénoncent ces actions comme une preuve supplémentaire du jusqu'au-boutisme du gouvernement italien qui choisit sciemment de laisser les gens se noyer en mer Méditerranée, et cherche à se débarrasser des derniers témoins de ces naufrages.

Depuis le début de l'année, plus de 1 250 personnes se sont noyées alors qu'elles essayaient de traverser la Méditerranée centrale. Ceux qui tentent la traversée à présent ont trois fois plus de risque de se noyer que ceux qui ont fait le même trajet en 2015. Le nombre réel de décès est probablement beaucoup plus élevé, les autorités ou les agences des Nations unies n'étant pas témoins de toutes les noyades. Cela a été clairement mis en évidence lors du naufrage survenu au début du mois de septembre au large des côtes libyennes, où plus de 100 personnes se sont noyées.

Pendant ce temps, les garde-côtes libyens, soutenus par l'Europe, continuent d'intercepter dans les eaux internationales entre l'Italie, Malte et la Libye un nombre croissant de personnes fuyant la Libye, les privant de leur droit à débarquer dans un lieu sûr, comme l'exige le droit international

maritime et le droit international relatif aux réfugiés. Ces personnes vulnérables sont renvoyées dans un dangereux système de détention en Libye, où plusieurs centres de détention sont d'ailleurs actuellement touchés par les violents combats qui se déroulent à Tripoli, la capitale.

L'annonce des autorités maritimes du Panama est parvenue à l'Aquarius alors que ses équipes étaient engagées dans une opération active de recherche et de sauvetage en Méditerranée. Au cours des trois derniers jours, l'Aquarius a porté assistance aux passagers de deux bateaux en détresse et compte maintenant 58 rescapés à son bord. Plusieurs d'entre eux sont dans un état de détresse psychologique, épuisés par les expériences traumatisantes vécues en mer et en Libye. Ces rescapés doivent être rapidement débarqués dans un port sûr conformément au droit international maritime.

Tout au long de son opération de sauvetage actuelle et au cours de toutes les opérations précédentes, l'Aquarius a maintenu une transparence totale sur ses actions, intervenant sous les instructions des centres de coordination maritimes et respectant les conventions maritimes internationales en vigueur.

SOS Méditerranée et MSF insistent de nouveau sur le fait que l'Aquarius doit être autorisé à poursuivre sa mission de secours humanitaire. Elles exigent que les gouvernements européens lui attribuent un nouveau pavillon ou qu'ils intercèdent auprès des autorités panaméennes, leur confirmant que les menaces de rétorsion formulées par le gouvernement italien sont infondées.

SOS Méditerranée et Médecins Sans Frontières (MSF)

P.-S.

- 23 SEPTEMBRE 2018 - MIS À JOUR LE 24 SEPTEMBRE 2018 :
<https://www.msf.fr/communiqués-presse/le-panama-revoque-le-pavillon-de-l-aquarius-sous-la-pression-du-gouvernement-italien>